

par Claude Cartigny

Dans la nuit du 2 au 3 octobre 1999, un missile américain EKV (Exo Atmospheric Kill Vehicle) désintégraît, après avoir décollé d'un îlot de l'atoll de Kwajalein, dans les îles Marshall, un missile stratégique Minuteman tiré, sans sa charge nucléaire, de la base californienne de Vandenberg. Il s'agissait d'une première, jamais auparavant une expérience de ce type n'ayant été réussie à cette altitude (225km) avec cette efficacité et cette précision. Plus récemment, le 18 janvier, une seconde tentative devait échouer à cause, selon les experts américains, d'un problème mineur de « plomberie », sans être cependant de nature à remettre en cause l'ensemble du projet.

Une offensive contre le contrôle des armements

En fait, il ne s'agit de rien moins que de jeter aux orties le Traité ABM (Anti-Ballistic Missiles) de mai 1972 qui interdit la militarisation de l'espace et a institué de ce fait une certaine stabilité dans les relations entre puissances nucléaires. Ces essais intervenaient alors que la ratification du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT) avait été rejetée par le Sénat américain, que la Douma russe n'avait pas encore ratifié le Traité START II de limitation des arsenaux stratégiques offensifs, et que le président Clinton devait prendre d'ici l'été des décisions définitives concernant l'EKV.

Le traité ABM avait été signé en 1972, en même temps que l'accord SALT 1, premier traité de limitation des armements stratégiques offensifs. La coïncidence n'était pas fortuite. Il existe entre la limitation des armements offensifs et défensifs un lien logique profond : ce n'est qu'en empêchant la compétition entre les uns et les autres que les arsenaux offensifs peuvent être limités puis réduits (accords SALT 1, START 1 de juillet 1991 et START 2 de janvier 93).

La plus fameuse tentative de remettre en cause le traité ABM fut l'Initiative de Défense Stratégique (la « guerre des étoiles ») de R. Reagan, annoncée dans son discours du 23 mars 1983, et qui suscita bien des polémiques avant d'être finalement abandonnée discrètement par l'administration Bush.

La droite républicaine, actuellement majoritaire au Congrès, n'a cependant jamais renoncé à

ses tentatives de contournement du traité ABM. Par un vote acquis en mars 1999, elle a remis à l'ordre du jour l'édification d'un système national de défense contre les missiles (NMD) et un budget de recherche de 4,2 milliards de dollars y a été affecté pour cette année fiscale.

Des objectifs plus modestes

Le projet NMD se présente plus modestement que la SDI de Reagan, qui ambitionnait de protéger à 100% le territoire américain contre une attaque massive soviétique. Plus personne aujourd'hui n'oserait défendre la faisabilité d'un tel projet. Aussi le NMD se présente-t-il comme un projet beaucoup moins ambitieux. Il s'agirait de faire face à deux éventualités plus limitées :

- un tir accidentel, ou « non autorisé », émanant de la Russie ou de la Chine, qui ne sont plus considérées officiellement comme des ennemis.
- un tir balistique intentionnel effectué par un « rogue state », c'est-à-dire l'un de ces « États parias » que Washington s'est découvert comme ennemis depuis la fin de la guerre froide, et au premier rang desquels figurent la Corée du Nord, l'Iran et surtout l'Irak.

Ces « menaces » ont été présentées le 2 février 2000 par George Tenet, directeur de la CIA, devant la commission du renseignement du Sénat.

Et une architecture incertaine

Au cours des 15 dernières années, les États-Unis ont dépensé plus de 60 milliards de dollars dans leurs divers programmes ABM, jamais en fait interrompus. Le Congrès a voté une enveloppe de 4,2 milliards pour l'année fiscale 2000. Son office budgétaire considère qu'il en coûterait 28 milliards de dollars pour défendre un seul site. Or les avocats du NMD considèrent qu'il faudrait protéger six sites.

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Un tir accidentel russe ou chinois paraît hautement improbable. Depuis 1949, même pendant les périodes de forte tension, il n'y en a jamais eu. La Russie dispose aujourd'hui d'une vaste gamme de moyens et de procédures de sécurité,

d'ailleurs modernisés avec le concours des militaires américains eux-mêmes. Les Chinois de leur côté maintiennent leur force de missiles à un faible niveau d'alerte ce qui rend un tir accidentel quasiment impossible.

La menace des « rogue states » ?

L'argument de la dissuasion des « états parias » ne tient pas beaucoup plus. Il est parfois désigné, non sans d'évidents relents racistes, de dissuasion « du fort au fou ». Ainsi, seuls les Blancs, de préférence anglo-saxons et protestants, auraient la rationalité et la sagesse suffisantes pour gérer des arsenaux nucléaires.

La « menace » la plus souvent mise en avant serait d'origine nord-coréenne. Le rapport Tenet mentionne le missile Taepo Dong-1, qui pourrait être théoriquement converti en missile intercontinental (ICBM) capable d'atteindre les États-Unis, et le Taepo Dong-2, qui serait déjà capable de le faire. Le sénateur républicain Inhofe n'a pas hésité à dire que le Dong-1 pouvait atteindre Washington « de n'importe quel point du monde », comme si la Corée du Nord disposait d'un réseau mondial de bases de lancement...En réalité, ces rapports et affirmations alarmistes pèchent par omission. On oublie de dire que lors de son seul et unique test en août 98 le Dong-1 s'est désintégré quelques minutes après son lancement, et que le Dong-2 n'a jamais été testé.

Quant à l'Irak et à l'Iran, véritables obsessions des conservateurs américains, il s'agit d'états très pauvres, arriérés économiquement et technologiquement. Ils sont très loin de disposer de la base scientifique et industrielle qui leur permettrait de mener des recherches, de construire des prototypes, de conduire des tests puis de déployer un système avec les moyens de protection nécessaires.

La meilleure dissuasion

Face à toutes ces « menaces », les États-Unis disposent aujourd'hui de 12000 têtes nucléaires de 9 types différents mis au point au cours de 1030 essais menés pendant 47 ans. Bien que les Russes mettent au point aussi de nouveaux types de missiles, la tendance générale de leur arsenal est au déclin et dans son rapport sur l'évolution des forces nucléaires russes, le professeur Dean Wilkening, de l'université de Stanford, estime qu'entre

2010 et 2015, le nombre de têtes russes passera au-dessous de la barre des 1000 unités.

C'est pourquoi États-Unis rencontrent un succès limité dans leur tentative de « vendre » à leurs alliés le projet NMD. Le secrétaire à la Défense William Cohen (un républicain choisi par le président Clinton pour son second mandat) a entrepris en décembre 99 une tournée des capitales européennes.

La réaction la plus négative, du côté des alliés, a été celle de la France. Fin octobre 1999, la France avait déjà voté une résolution russe co-parrainée par la Chine et la Biélorussie condamnant toute tentative de remettre en cause le traité ABM. Dans une lettre à son homologue américain Madeleine Albright, le ministre français Hubert Védrine a évoqué « les effets déstabilisants » du bouclier anti-missiles que Washington entend déployer, ce qui a valu à la position française d'être qualifiée d'« hystérique », les Américains ayant peu apprécié que dans cette affaire les Français soient les seuls membres de l'OTAN à voter avec les Russes.

Vers une relance de la course aux armements ?

Face à une situation de ce genre, il y a deux manières, qui ne s'excluent d'ailleurs pas, de réagir.

On peut tout d'abord le faire en essayant de se doter d'un système semblable. Incontestablement, la Russie compte aussi rendre plus performant son bouclier.

Mais face à un bouclier qui ne sera jamais étanche, d'autant que de l'aveu même des Américains, qui n'envisagent officiellement qu'une version « légère » du NMD, la réponse la plus simple et la moins coûteuse consiste à rechercher la saturation du système par la multiplication des ogives multiples dotées d'aides à la pénétration et de leurres destinés à tromper la défense anti-missiles. C'est par exemple l'option choisie par la France avec les ogives M45 et M5, celle-ci ayant toujours craint que le développement des systèmes ABM ne nuise à l'efficacité de sa force de dissuasion.

L'attitude russe ne manque pas d'une certaine ambiguïté. Officiellement la politique américaine est condamnée et soupçonnée des pires arrières-pensées. Mais cette position

d'apparence intransigeante pourrait bien évoluer.

Le nouveau président Poutine dispose maintenant d'une majorité parlementaire, ce que son prédécesseur n'a jamais eu. Il a pu faire ratifier le traité START-2 par la Douma.

Selon les discussions qui ont déjà eu lieu pour la préparation de START-3, la Russie devrait renoncer à tous ses missiles mirvés - c'est-à-dire équipés d'ogives multiples indépendamment guidées capables d'atteindre plusieurs objectifs différents - et les remplacer par des missiles monoblocs. Mais elle pourrait négocier avec les Américains le maintien à 4 ou 6 têtes du missile RS-18 (SS-19 dans la terminologie occidentale) dont 55 unités resteront en service après la ratification de START-2, et surtout ils pourraient obtenir le droit de déployer leur dernier-né, le Topol-M (SS-27 pour l'OTAN). Au lieu des 1000 têtes russes prévues à l'horizon 2015, cela pourrait porter le chiffre à environ 2400.

On assisterait donc bien dans les années à venir à une relance de la course aux armements. Celle-ci est initiée par Washington, qui tient absolument à être à la pointe de la technologie militaire par rapport au reste du monde dans tous les domaines. Mais la Russie, qui semble aujourd'hui vouloir redresser son économie en s'appuyant essentiellement sur son complexe militaro-industriel, pourrait bien y trouver finalement son compte, si cela lui permettait, dans le cadre d'un accord négocié, de moderniser son propre système ABM tout en maintenant à un niveau plus élevé que prévu sa capacité offensive.